

**Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et
Régional
de la Région Wallonne (S-CP 328.02)**

***Convention collective de travail du 21 octobre 2020 relative
au Compte épargne-carrière***

PREAMBULE :

Vu les articles 33 à 39 de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable, publiée au Moniteur Belge le 15 mars 2017 ;

Considérant que l'article 34 de ladite loi prévoit que : '*Le système de l'épargne-carrière permet au travailleur d'épargner du temps pour prendre ultérieurement des jours de congé, au cours de la période de son engagement*' ;

Considérant que ce même article 34, §3, prévoit que '*le travailleur ne peut être obligé de participer à un régime d'épargne-carrière*', le système relevant de la liberté individuelle ;

Considérant que, conformément à l'article 35 de la loi du 5 mars 2017, le système visé à l'article 34 peut être concrétisé par une '*Convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire*' ;

Considérant que ce même article 35 prévoit, en son paragraphe 2, ce qui suit :

'Le cadre qui est fixé dans la convention collective de travail visée au paragraphe 1er détermine :

- quelles périodes de temps peuvent être épargnées ;*
- la période pendant laquelle cette épargne peut avoir lieu ;*
- la manière dont ces jours peuvent être pris par le travailleur'.*

Considérant que le but dudit système n'est pas de permettre au travailleur d'épargner du temps dans le but de prendre le temps épargné sous forme d'argent ;

Considérant le fait que l'épargne peut avoir lieu durant toute la carrière professionnelle du travailleur au sein de l'entreprise ;

Considérant le fait que la présente Convention Collective de Travail a pour objet de régler les conditions, procédures et modalités suivant lesquelles des éléments de temps peuvent être épargnés ;

Les parties signataires arrêtent ce qui suit :

Titre I : Champ d'application

Article 1 *Champ d'application*

La présente convention s'applique aux travailleurs et aux employeurs ressortissant à la Sous-commission Paritaire du Transport Urbain et Régional Wallon.

Pour l'application des dispositions de la présente convention, on entend par travailleurs, les ouvriers et les ouvrières, les employés et les employées en ce compris le personnel de direction.

Titre II : Modalités d'application

CHAPITRE I – Modalités d'application

Article 2 *Éléments de temps qui peuvent être épargnés*

Le travailleur peut épargner les jours de congés conventionnels suivants :

- Les jours de congé d'ancienneté ;
- Le jour de congé supplémentaire octroyé dans le cadre de la programmation-sociale 2015-2016 (article 3).

Le travailleur ne peut épargner des éléments de temps durant la période de préavis.

Article 3 *Des différents comptes épargne-carrière*

Deux comptes épargne-carrière sont créées :

1. Un compte épargne-carrière pour utilisation en cours d'activité, dit 'compte épargne activité' ;
2. Un autre compte épargne-carrière pour utilisation avant passage en inactivité en fin de carrière, dit 'compte épargne fin de carrière'.

Le travailleur est autorisé à épargner des demi-jours dans le cadre du compte épargne-carrière.

Chaque année, l'employeur informera le travailleur du solde de son compte épargne-carrière.

En tout état de cause, l'employeur s'engage à garantir la prise des jours de congés épargnés moyennant le respect, par le travailleur, des modalités de notification desdits congés (voir infra. Articles 8 et 10 de la présente Convention Collective de Travail).

Article 4 ***Accès au système du compte épargne-carrière.***

Le travailleur qui souhaite s'inscrire dans le système de compte épargne-carrière devra en faire la demande auprès de la direction des ressources humaines.

Le travailleur pourra épargner les éléments de temps visés par l'article 2 de la présente Convention Collective de Travail et décider dans lequel des deux comptes il place lesdits éléments épargnés, indifféremment.

Le travailleur est autorisé à épargner un maximum de 5 jours de congés conventionnels par année civile.

Le travailleur devra toutefois respecter les limites fixées par les articles 7 et 9 de la présente Convention Collective de Travail.

Au plus tard le 31 décembre de chaque année civile, le travailleur devra notifier par écrit à l'employeur le nombre de jours qu'il souhaite épargner et sur quel(s) compte(s) il souhaite placer le/lesdits jour(s).

Article 5 ***Valorisation des éléments de temps épargnés au moment où le travailleur voudra en bénéficier – point de vue comptable***

Les éléments de temps épargnés, visés par l'article 2 de la présente Convention Collective de Travail, seront valorisés conformément au taux de rémunération en vigueur au moment où l'épargne sera effectivement prise par le travailleur.

D'un point de vue comptable, les éléments de temps épargnés seront valorisés dans la provision des heures positives.

Article 6 ***Compte épargne-carrière et fin du contrat de travail***

Le travailleur a droit au paiement intégral de son épargne au moment où son contrat de travail prend fin.

Pour rappel, le but du système n'est pas de permettre au travailleur d'épargner du temps dans le but de prendre le temps épargné sous forme d'argent. Dans ce contexte, et selon les possibilités de service, il sera demandé au travailleur de prendre un maximum de jours de congé en vue d'apurer le solde avant la fin de son contrat.

CHAPITRE II – Compte épargne-carrière en activité

Article 7 ***Utilisation du compte épargne-carrière en cours d'activité***

Le compte épargne-carrière en cours d'activité ne pourra jamais dépasser 25 jours.

Article 8 *Règles et priorités de prise de congé du compte épargne-carrière en cours d'activité*

Le travailleur introduit sa demande de prise d'un congé épargne-carrière selon les modalités de l'entité au sein de laquelle il exerce son travail.

Les congés sollicités par le travailleur dans le cadre du compte épargne-carrière seront octroyés après que les règles de priorité habituelles, fixées par chaque entité dans le cadre de l'octroi des congés légaux ou conventionnels, auront été respectées, en particulier pour ce qui concerne la planification des périodes de congé de longue durée.

Les jours de congés épargnés dans le compte épargne-carrière en activité ne pourront être pris que par journée entière.

CHAPITRE III – Compte épargne-carrière fin de carrière

Article 9 *Utilisation du compte épargne-carrière fin de carrière*

Le nombre de jours maximal pouvant être épargné dans le cadre du compte épargne-carrière fin de carrière est illimité. Il convient néanmoins de respecter le prescrit de l'article 4 de la présente Convention Collective de Travail, soit la possibilité d'épargner un maximum de 5 jours de congés conventionnels par année civile.

Article 10 *Règles de prise de congé du compte épargne-carrière fin de carrière*

Dans le cadre du compte épargne-carrière fin de carrière, le travailleur peut utiliser les jours épargnés :

- Soit pour anticiper son départ à la retraite ou dans un système de régime de chômage avec complément d'entreprise (en ce compris la prépension canada dry) ;
- Soit pour réduire ses prestations à 90%, 80% ou 50%, à partir de 60 ans.

Le travailleur introduit sa demande de prise d'un congé épargne-carrière selon les mêmes modalités que pour un crédit-temps fin de carrière.

Dans le cadre du système de compte épargne-carrière fin de carrière, le travailleur est tenu de prendre l'intégralité des jours épargnés avant son départ à la retraite ou dans un système de régime de chômage avec complément d'entreprise (en ce compris la prépension canada dry).

Le travailleur doit notifier par écrit à l'employeur la/les période(s) durant laquelle/lesquelles le/les jours(s) sera(ont) pris.

Les jours de congés épargnés dans le compte épargne-carrière fin de carrière ne pourront être pris que par journée entière.

A défaut de notification de la part du travailleur, les jours épargnés non pris seront programmés d'office par l'employeur dans le cadre de la fin de carrière de celui-ci.

Le fait de bénéficier d'un crédit-temps fin de carrière n'exclut pas la possibilité de prendre un congé dans le cadre du compte épargne-carrière fin de carrière. Toutefois, la prestation finale du travailleur ne pourra être inférieure à 50% (les deux systèmes cumulés).

CHAPITRE IV – Evaluation de la Convention Collective de Travail – Mesures transitoires

Article 11 *Evaluation*

Les parties signataires s'engagent à effectuer une première évaluation du fonctionnement du système mis en place par la présente Convention Collective de travail au sein de la Sous-Commission Paritaire du Transport Urbain et Régional dans les 12 mois qui suivent sa signature.

Des évaluations régulières du fonctionnement du système de compte-épargne carrière seront réalisées, à tout le moins tous les 2 ans.

Article 12 *Mesure transitoire*

A titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 2020, l'employeur autorise :

- a) Les travailleurs affectés à la Direction générale dans le cadre de la mise en place des « Centres de Services Partagés » et des cellules « Business Partner » ;
- b) Les conducteurs

à ajouter les éléments de temps suivants cumulés dans les directions territoriales à leur compte-épargne carrière en cours d'activité ou de fin de carrière :

- Les heures supplémentaires ;
- Heures de chaleur ;
- Congés supplémentaires

Cet ajout se fera par journée entière de la valeur des congés supplémentaires et en respectant le maximum de 25 jours pour le compteur « en cours de carrière ».

Titre III : Durée de validité

Article 13

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit ses effets au 1^{er} novembre 2020.

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-Commission

paritaire du Transport Urbain et Régional de la Région wallonne et prenant cours le troisième jour ouvrable suivant la date de l'expédition de la lettre recommandée. Dans ce cas, la partie qui dénonce la convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte.

Article 14

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Paritair Subcomité van het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest (PSC 328.02)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 oktober 2020 betreffende het loopbaansparen

INLEIDING:

Gelet op de artikelen 33 tot 39 van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 15 maart 2017;

Overwegende dat artikel 34 van deze wet bepaalt dat: *'Het stelsel van het loopbaansparen de werknemer de mogelijkheid biedt tijd te sparen om later tijdens de duur van zijn arbeidsovereenkomst als verlof op te nemen.'*

Overwegende dat hetzelfde artikel 34, §3, bepaalt dat *'de werknemer kan niet verplicht worden om deel te nemen aan een stelsel van loopbaansparen'*, omdat het stelsel valt onder de individuele vrijheid van de persoon;

Overwegende dat, conform artikel 35 van de wet van 5 maart 2017, het stelsel bedoeld in artikel 34 concreet kan worden vertaald in een *collectieve arbeidsovereenkomst die wordt gesloten binnen een paritair orgaan'* ;

Overwegende dat hetzelfde artikel 35 in paragraaf 2 ervan het volgende bepaalt:

'Het kader dat wordt vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in paragraaf 1 bepaalt:

- welke tijdsperiodes kunnen worden opgespaard;*
- de periode waarbinnen deze tijd kan worden opgespaard;*
- de wijze waarop deze dagen door de werknemer kunnen worden opgenomen.*

Overwegende dat het doel van dit stelsel er niet in bestaat dat de werknemer de mogelijkheid krijgt om tijd te sparen om de opgespaarde tijd op te nemen in de vorm van geld;

Overwegende dat het sparen moet gebeuren tijdens de volledige beroepsloopbaan van de werknemer in de onderneming;

Overwegende dat het doel van deze collectieve arbeidsovereenkomst erin bestaat om de voorwaarden, procedures en nadere regels volgens welke tijd kan worden gespaard te regelen;

De ondertekenende partijen besluiten wat volgt:

Titel I: Toepassingsgebied

Artikel 1 *Toepassingsgebied*

Deze overeenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers die vallen onder het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst wordt onder werknemers verstaan de arbeiders en arbeidsters, de mannelijke en vrouwelijke bedienden met inbegrip van het directiepersoneel.

Titel II: Toepassingsmodaliteiten

HOOFDSTUK I - Toepassingsmodaliteiten

Artikel 2 *Tijd die gespaard kan worden*

De werknemer kan de volgende conventionele verlofdagen sparen:

- de anciënniteitsverlofdagen;
- de extra verlofdag die wordt toegekend in het kader van de sociale programmatie 2015-2016 (artikel 3).

De werknemer kan geen tijd opsparen tijdens de opzeggingsperiode.

Artikel 3 *Verschillende types loopbaansparen*

Er worden twee types loopbaansparen gecreëerd:

1. Het loopbaansparen om te gebruiken tijdens de actieve loopbaan, het "loopbaansparen tijdens de actieve loopbaan";
2. Een ander type loopbaansparen om gebruik van te maken voor de overgang naar de inactiviteit op het einde van de loopbaan, het "loopbaansparen eindeloopbaan".

In het kader van het loopbaansparen kan de werknemer halve dagen opsparen.

De werkgever moet de werknemer jaarlijks informeren over het saldo van zijn loopbaansparen.

De werkgever verbindt er zich in ieder geval toe om te garanderen dat de werknemer de gespaarde verlofdagen kan opnemen, op voorwaarde dat hij de nadere regels voor kennisgeving van het betreffende verlof naleeft (zie hieronder). Artikelen 8 en 10 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 4 *Toegang tot het stelsel van het loopbaansparen*

De werknemer die zich wenst in te schrijven in het stelsel van het loopbaansparen, moet de aanvraag hiertoe indienen bij de directie personeelszaken.

De werknemer kan de tijdselementen bedoeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst opsparen en beslissen op welke van de twee rekeningen hij voornoemde elementen plaatst, zonder onderscheid.

De werknemer heeft het recht om per kalenderjaar maximaal 5 conventionele verlofdagen op te sparen.

De werknemer moet evenwel de grenzen respecteren die zijn vastgesteld in de artikelen 7 en 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Uiterlijk op 31 december van elk kalenderjaar, moet de werknemer schriftelijk aan de werkgever meedelen hoeveel dagen hij wil sparen en op welke rekening(en) hij voornoemde dag(en) wenst te plaatsen.

Artikel 5 *Valorisatie van de tijd die is gespaard op het moment dat de werknemer er gebruik wil van maken - boekhoudkundig standpunt*

De gespaarde tijd, bedoeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zal gevaloriseerd worden conform het loontarief dat van kracht is op het moment waarop de gespaarde dagen daadwerkelijk worden opgenomen door de werknemer.

Vanuit boekhoudkundig standpunt zal de gespaarde tijd worden gevaloriseerd in de reserve van de positieve uren.

Artikel 6 *Loopbaansparen en einde van de arbeidsovereenkomst*

De werknemer heeft recht op de volledige uitbetaling van zijn opgespaarde tijd op het moment dat er een einde komt aan zijn arbeidsovereenkomst.

Ter herinnering, het doel van dit stelsel is niet dat de werknemer de mogelijkheid krijgt om tijd te sparen om de opgespaarde tijd op te nemen in de vorm van geld. In deze context, en volgens de dienstmogelijkheden zal aan de werknemer worden gevraagd om een maximaal aantal verlofdagen op te nemen om het saldo aan te zuiveren voor de beëindiging van zijn overeenkomst.

HOOFDSTUK II – Loopbaansparen tijdens de actieve loopbaan

Article 7 *Gebruik van het loopbaansparen tijdens de actieve loopbaan*

Het tegoed van het loopbaansparen tijdens de actieve loopbaan mag nooit meer dan 25 dagen bedragen.

Artikel 8 *Regels en prioriteiten voor het opnemen van verlof van het loopbaansparen tijdens de actieve loopbaan*

De werknemer dient zijn aanvraag voor het nemen van verlof van zijn loopbaansparen in volgens de nadere regels van de entiteit waar hij werkt.

Het verlof dat de werknemer aanvraagt in het kader van het loopbaansparen, wordt toegekend nadat de gewone voorrangsregels die binnen elke entiteit zijn bepaald in het kader van de toekenning van legaal of conventioneel verlof, werden nageleefd, vooral wat de planning van langdurig verlof betreft.

De verlofdagen die zijn opgespaard in het kader van het loopbaansparen tijdens de actieve loopbaan, kunnen enkel per volledige dag opgenomen worden.

HOOFDSTUK III – Loopbaansparen eindeloopbaan

Artikel 9 *Gebruik van het loopbaansparen eindeloopbaan*

Het maximaal aantal dagen dat kan worden opgespaard in het kader van het loopbaansparen eindeloopbaan is onbeperkt. Toch moeten de bepalingen van artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden nageleefd, dit wil zeggen dat er maximaal 5 conventionele verlofdagen per kalenderjaar kunnen worden gespaard.

Artikel 10 *Regels voor het nemen van verlof van het tegoed van het loopbaansparen eindeloopbaan*

In het kader van het loopbaansparen kan de werknemer gebruik maken van de opgespaarde dagen:

- hetzij om te anticiperen op zijn pensionering of de overstap naar een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage (met inbegrip van het brugpensioen Canada dry);
- hetzij om zijn prestaties af te bouwen tot 90%, 80% of 50%, vanaf de leeftijd van 60 jaar.

De werknemer dient zijn aanvraag voor het opnemen van verlof van zijn loopbaansparen in volgens dezelfde nadere regels als voor een tijdskrediet eindeloopbaan.

In het kader van het stelsel van de loopbaansparen eindeloopbaan, moet de werknemer zijn opgespaarde dagen integraal opnemen voor zijn pensionering of overstap naar een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelage (met inbegrip van het brugpensioen Canada dry).

De werknemer moet de werkgever schriftelijk in kennis stellen van de periode(s) tijdens welke de dag(en) zal/zullen opgenomen worden.

De verlofdagen die zijn opgespaard in het kader van het loopbaansparen eindeloopbaan, kunnen alleen per volledige dag opgenomen worden.

Bij gebreke aan kennisgeving door de werknemer, zullen de niet-opgenomen gespaarde dagen door de werkgever ambtshalve worden ingepland in het kader van de eindeloopbaan van de werknemer.

Het recht op een tijdskrediet eindeloopbaan sluit de mogelijkheid niet uit om verlof te nemen in het kader van het loopbaansparen eindeloopbaan. Het eindsaldo van de prestaties van de werknemer kan evenwel nooit minder dan 50% bedragen (beide systemen gecumuleerd).

HOOFDSTUK IV – Evaluatie van de collectieve arbeidsovereenkomst – Overgangsmaatregelen

Artikel 11 *Evaluatie*

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om de werking van het stelsel ingevoerd door deze collectieve arbeidsovereenkomst in het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest een eerste maal te evalueren binnen de 12 maanden die volgen op de ondertekening ervan.

De werking van het stelsel van het loopbaansparen moet geregeld en minstens om de 2 jaar geëvalueerd worden.

Artikel 12 *Overgangsmaatregel*

Bij wijze van overgangsmaatregel en tot 31 december 2020, staat de werkgever toe aan:

- a) De werknemers toegewezen aan de Algemene Directie in het kader van de invoering van de «Centres de Services Partagés» en de cellen «Business Partner»;
- b) De bestuurders

toe te voegen aan hun loopbaansparen tijdens de actieve loopbaan of eindeloopbaan zijn de volgende tijdsperiodes opgebouwd in de territoriale directies:

- de overuren;
- de warmte-uren;
- Extra verlofdagen

Die toevoeging moet gebeuren per volledige dag van de waarde van de extra verlofdagen waarbij het maximum van 25 dagen voor de teller "tijdens de actieve loopbaan" moet gerespecteerd worden.

Titel III: Geldigheidsduur

Artikel 13

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 1 november 2020.

Elke ondertekenende partij kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen met een opzeggingstermijn van drie maanden die per aangetekend schrijven wordt betekend aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Waalse Gewest die ingaat op de derde werkdag die volgt op de verzending van het aangetekend schrijven. In dat geval zal de partij die de overeenkomst opzegt, verplicht zijn een nieuwe ontwerp tekst voor te stellen.

Artikel 14

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.